

La Grande Bretagne a des cartes en main pour négocier sa sortie avec l'Europe

En Grande Bretagne, les élections auront lieu le 8 juin prochain. Les sondages montrent que Theresa May devrait revenir au Parlement avec une majorité confortée, lui permettant de conduire les négociations du Brexit avec l'autorité nécessaire.

Pendant la longue phase de négociation du Brexit, Theresa May devrait exercer une forte pression sur tous les dossiers sensibles. Elle l'a déjà fait sur le projet de révision du budget européen. Elle aura encore plus d'effet de levier sur le dossier Europol qui est la clef de voute de la sécurité en Europe. Pour être efficace, la lutte contre le terrorisme islamiste qui frappe durement la Grande Bretagne ne peut reposer que sur des liens bilatéraux noués entre l'Europe avec la Grande Bretagne, les Etats Unis et Israël.

La Grande Bretagne ne veut plus être soumise aux décisions de la cour de Justice européenne et ne veut plus faire partie de l'Union Douanière afin de pouvoir négocier un ensemble d'accords bilatéraux. Il ne faut pas oublier que la Grande Bretagne est actuellement le deuxième contributeur au budget de l'Europe avec 9Md€. Même si ce chiffre est ramené aux environs de 3,5 Md€ (comme celui de la Norvège qui ne fait ni partie de l'UE ni de la zone Euro), il restera important.

La Grande Bretagne pourrait essayer d'utiliser comme modèle le cadre des accords déjà signés entre l'Europe la Suisse ou même l'Ukraine qui comprend une partie sur les services financiers. L'indépendance de l'Ecosse est toujours sur l'agenda et peut compliquer un peu plus la négociation.

La baisse de la Livre Sterling commence à générer une inflation plus importante. Cela profite aux sociétés britanniques exportatrices et permet à l'indice FTSE 100 de franchir pour la première fois le niveau de 7500. Les actions anglaises sont actuellement bon marché aussi bien en terme absolu que relatif (Etats Unis, Allemagne) .

La Livre Sterling est aussi significativement sous évaluée, mais elle va rester très volatile avec des phases de faiblesse provoquées par les négociations avec l'Union Européenne.

Les sociétés britanniques avec une exposition internationale sont les suivantes :

Automobile & Equipementiers : **GKN** (88% d'exposition internationale); Banques: **Standard & Chartered** (90%); Chimie: **Croda** (95%); Services Financiers: **Man Group**; Santé: **Astra Zeneca** (96%), **GlaxoSmithKline** (95%), **Shire** (97%), **Smith & Nephew** (92%); Industrie et Services: **Aggreko** (97%), **Rexam** (96%), **Weir Group** (93%), **IMI** (93%) **Intertek Group** (91%); Media: **WPP** (90%), **Reed Elsevier** (89%); Biens de consommation: **British American Tobacco** (99%), **Burberry** (94%), **Reckitt Benckiser** (90%), **Imperial Tobacco** (89%); Technology: **ARM Holding** (99%); Loisirs: **Compass Group** (90%); Telecommunications: **Inmarsat** (95%)

Les sociétés qui bénéficierait le plus de la dépréciation de la Livre Sterling sont les suivantes Immobilier : **Baratt Developments**, <**Contrywide**, **F&C Commercial Property**, **Daejan**, **Denwent** ; Finance : **Hargreaves Lansdown**, **Schroders** ; Assurance : **Legal & General**.

Emmanuel Macron a la chance de débiter son mandat avec un environnement économique porteur

Les vents favorables qui soufflent dans l'économie européenne se sont traduits cette semaine par une révision en hausse des bénéfices des sociétés de l'ordre de 10%. C'est la plus forte révision en hausse de puis 2009 date du début de « la crise des subprimes ». On peut maintenant attendre une croissance de l'ordre de 15% des bénéfices sur l'ensemble de l'année si l'Euro ne continue de s'apprécier (+6 % depuis le début de l'année), si l'amplitude du ralentissement aux Etats Unis et en Chine ne sont pas trop forts.

Le nouveau Président de la République a la chance de débiter son mandat dans un environnement favorable. Cela n'avait pas été le cas pour ses prédécesseurs qui avaient élus avec un mandat pour réformer le pays. Valéry Giscard d'Estaing avait été confronté à la forte hausse du prix du pétrole de 1973-1974, Nicolas Sarkozy s'était heurté frontalement à la crise des subprimes de 2007-2008.

L'économie française souffre, comme chacun devrait le savoir, d'un chômage de masse, d'un manque d'investissements et d'une incapacité à garder sur son territoire les entreprises qui innent. Il ne suffit pas de battre les extrémistes dans les urnes, comme a su le faire Emmanuel Macron, il faut supprimer maintenant, le plus vite possible les facteurs économiques, sociaux et culturels qui font que ces mouvements se développent.

Il reste à expliquer que la compétitivité des entreprises n'est pas une idée fixe d'économiste, mais la condition première pour que des emplois soient créés en France, que la désertification des territoires cesse et que les pensions de retraite de ceux qui auront cotisé toute leur vie puissent leur être versées.

Le déficit de la balance des comptes courants a doublé en 2016, ce qui est extrêmement grave dans un environnement qui a bénéficié de « l'alignement des planètes » (Taux, Pétrole, Euro...). Cela montre bien que les produits français ont du mal à s'exporter au prix où ils sont vendus. Ils sont concurrencés sur le haut de gamme par l'Allemagne et sur le bas de gamme par l'Espagne notamment. La France est le mauvais élève de la zone Euro. Elle a enregistré le plus gros déficit de ses comptes publics en valeur absolue (75,9Md€) et le plus important déficit extérieur des dix neuf pays qui ont l'Euro pour monnaie. Cela fait maintenant dix ans que la France accumule les déficits extérieurs alors que l'Allemagne affiche un excédent de 261 Md€ en 2016. Contrairement à ce qu'a dit François Hollande rue de Solferino, il ne laisse pas du tout la France en meilleur état qu'il ne l'a trouvée !

Mettre fin au déséquilibre entre la France et l'Allemagne est une ambition tout à fait louable. Cela ne peut que commencer par les réformes que la France attend depuis si longtemps.

Le moteur franco allemand pourrait se remettre en marche, car pour la première fois nous avons un président qui commence par ne pas rendre responsable l'Allemagne et l'Europe de tout ce qui ne marche pas en France...

Les univers d'investissement attractifs des marchés européens

La victoire d'Emmanuel Macron met un terme à une campagne présidentielle au cours de laquelle il n'y a aucun débat sur les sujets qui concernaient l'avenir de la France. L'effondrement du Parti Socialiste, la performance médiocre des Républicains a permis à l'extrême droite de Le Pen et à l'extrême gauche de Mélenchon de réaliser des scores impressionnants, montrant à quel point, presque la moitié des français ignorent le fonctionnement de base de l'économie. Dans un tel environnement, on peut s'estimer presque satisfait d'avoir un nouveau président de la république qui pourrait réaliser son programme, qui n'est pas aussi libéral que nous aurions pu le souhaiter, mais qui va dans la bonne direction. Il lui faudra une majorité à l'assemblée. Pour le moment cela a l'air possible dans le cadre d'une recomposition complète de l'échiquier politique.

Le nouveau premier ministre Edouard Philippe devra trouver des solutions pour traiter la grande fracture française qui n'est plus tant entre la gauche et la droite qu'entre les classes dominantes indifféremment de droite et de gauche et les classes moyennes.

Il faudra mettre également un terme aux impostures de l'histoire contemporaine où la gauche est toujours parée de toutes les vertus alors que la droite est pratiquement toujours couverte d'opprobre.

Il faudra avoir enfin le courage de faire de la pédagogie pour réhabiliter les idées libérales qui ont servi de bouc émissaire à la crise de 2008.

Ce qu'il reste de la droite, devra cesser de compter en permanence sur l'Europe pour encadrer un peuple ingouvernable. Tant qu'elle le fera cela lui enlèvera sa base de légitimité face aux dérives de l'égalitarisme de gauche ...

Autant dire que la partie n'est pas gagnée, mais souhaitons tout de même le succès à la nouvelle équipe qui va gérer la France

Cette perspective nous permet de revenir à la raison d'être de cette chronique, qui consiste à essayer d'identifier les pays, les secteurs, les thèmes qui pourraient avoir une croissance supérieure à celle de l'économie. Commençons cette semaine par l'Europe. Nous passerons en vue dans les semaines suivantes

En Europe, on est entré dans un cycle de reprise des résultats des entreprises. La plupart des investisseurs considèrent que le risque politique en France est passé et qu'il n'y a aucune raison particulière de s'inquiéter sur l'issue des prochaines élections allemandes qui devraient être favorables à madame Merkel. Pour eux qui souhaitent augmenter dans leur portefeuille le pourcentage alloué aux valeurs européennes voilà quelques idées que nous présentons sous la forme d'univers d'investissement qui paraissent attractifs.

Les sociétés européennes ont souvent été malmenées depuis 2008 dans de nombreux secteurs. Certaines ont déjà entamé leur retournement mais le mouvement n'est probablement pas terminé pour les banques : **Santander, BNP Paribas, Unicredit**; l'assurance: **Mapfre, Allianz**; la sidérurgie : **Salzgitter, Arcelor Mittal**; l'électricité : **EDF, Enel, Iberdrola, e.on** ; le travail temporaire: **Adecco, Synergie**; les matériaux de construction: **CRH, Italcementi**; la chimie: **AKZO Nobel, Solvay**; la consommation cyclique avec : **Peugeot, Renault, Bénéteau**; les télécommunications : **Telefonica**.

Les sociétés européennes du secteur de la défense sont un autre univers d'investissement qui devrait profiter de la nécessité d'augmenter partout les budgets de défense pour tenir compte d'un contexte géopolitique international beaucoup plus tendu. Les sociétés concernées sont les suivantes : France: **Airbus, Dassault Aviation, Safran, Thales**; Italie: **Leonardo** (ex Finmeccanica) ; Grande Bretagne : **BAE Systems, Cobham, Meggitt** (Typhoon, Rafale, F18 et Boeing 787, Airbus A380), **Ultra Electronics**> (surveillance des sites nucléaires et des aéroports), **Chemring** (munitions, contremesures)

Les sociétés exportatrices françaises qui réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaire en dehors de l'Europe font partie des thèmes d'investissement que l'on peut retenir. L'univers d'investissement comprend les sociétés suivantes :

Alstom, Arkema, Casino Guichard, Dassault Systemes SA, Edenred, Essilor International, Hermes International, Kering, Lafarge SA, L'Oreal, LVMH, Michelin, Pernod Ricard SA, Publicis Groupe, Remy Cointreau, Rubis, Safran SA, Sanofi, Schneider Electric SA, BIC, Sodexo.

Les sociétés dans lesquelles l'Etat possède une participation sont susceptibles d'être vendues au moins en partie pour assurer des recettes supplémentaires, au moment où il convient de ramener le déficit budgétaire dans les clous. L'autre raison est de mettre fin au rôle souvent ambigu de l'Etat actionnaire qui est très souvent un mauvais gestionnaire. Parmi les sociétés concernées figurent : **EDF, ADP, Engie, Thales, Safran, Alstom, Air France KLM, Renault, Peugeot Citroën, Orange, Airbus** et bien évidemment **Areva**

Les sociétés exportatrices allemandes qui réalisent plus de 50% de leur chiffre d'affaires en dehors de l'Europe vont continuer de profiter des excellentes performances à l'exportation de l'industrie allemande. Les sociétés concernées sont les suivantes :

Adidas, Bayer, Bayerische Motoren Werke, Brenntag, Daimler, Fresenius Medical Care, Fresenius SE, CEA Group, Hannover Ruck, Heidelberger Cement, Infineon, K+S, Lanxess, Linde, Merck KGAA, MTU Aero Engines, Osram, Porsche, SAP, Software AG, Symrise, Thyssenkrupp.

Certaines sociétés espagnoles profitent du retour de la croissance dans une économie qui a fait beaucoup d'efforts de restructuration qui lui ont permis d'améliorer beaucoup la compétitivité de ses entreprises. Elles offrent aussi souvent une exposition à l'Amérique du sud. Parmi les sociétés intéressantes on peut citer : **Banco Santander, Banco Vizcaya Argentaria, Telefonica, Inditex, Amadeus, Caixabank, Iberdrola, Repsol, Aena, Abertis.**

La semaine prochaine nous traiterons du problème de la Grande Bretagne et des Etats Unis dont les perspectives boursières sont moins claires que celles de l'Europe

Le macronisme devra tout faire pour ne pas ressembler au hollandisme

Le Hollandisme que nous venons de vivre pendant cinq ans aura finalement été le stade ultime du Chiraquisme. Cela revient à admettre qu'un président ne peut pas grand chose, car la moindre de ses initiatives pourrait tout faire exploser. A ce titre, la Corrèze, un des départements les plus endettés de France, est le laboratoire de cette approche homéopathique de l'art de gouverner en ne prenant jamais aucune décision qui fâche.

François Hollande en appliquant cette politique n'aura pas remis l'économie française sur les rails durant son quinquennat. Le pays est toujours miné par des déficits de croissance, de compétitivité et d'emplois...

Emmanuel Macron a su profiter de toutes les opportunités, parce qu'il ne manque ni de chance ni de talent, mais surtout parce qu'il avait l'intuition que le système en place et ses partis dominants (LR et PS) étaient au bord de l'effondrement. Il a su faire coïncider le « dégaisme » exprimé par nombre d'électeurs avec le renouvellement de génération qu'il incarne et la rénovation de la vie publique à laquelle il aspire.

Cela pourrait rappeler un peu Valéry Giscard d'Estaing, nouveau président de la république en 1974. Il avait remonté les Champs Elysées à pied en costume croisé en abandonnant la tradition du queue de pie et du haut de forme. Il avait nommé Jacques Chirac premier ministre avec pour mission de « faire des réformes » (Jean Jacques Servan Schreiber avait été une semaine son ministre éphémère !). Le départ des gaullistes achevait à cette époque une période de 16 ans. Jacques Chaban-Delmas candidat à la succession de Georges Pompidou avait été rattrapé par sa déclaration de revenu utilisant un peu trop l'avoir fiscal. A cette époque, on savait déjà très bien faire tomber les candidats gênants avec le concours du Canard Enchaîné et du Monde.

Dans son désir sincère de faire évoluer la société française, le président Giscard d'Estaing s'était très vite vu confronté aux conséquences du violent choc pétrolier intervenu en 1973. Le nouveau président Macron aura peut être plus de chances, en bénéficiant d'un peu de marges de manœuvres, car l'économie française et européenne bénéficient actuellement de vents plutôt porteurs.

La droite doit réhabiliter le libéralisme

La pensée économique de la droite ne s'est toujours pas renouvelée. Elle s'articule essentiellement depuis Charles Maurras autour d'une méfiance contre le capitalisme, contre l'individualisme et contre la démocratie représentative. D'où la nécessité de trouver en permanence un bouc émissaire pour expliquer tout ce qui ne fonctionne pas. C'était à l'époque les anglo-saxons (Angleterre et Etats Unis) et bien sûr les marchés financiers censés être contrôlés par des juifs ! Si l'antisémitisme affiché a heureusement disparu de la vie politique

française, il a été remplacés par un antisionisme expliquant que les seuls responsables de tout ce qui va mal au Moyen Orient sont bien évidemment les israéliens... La droite classique française est encore majoritairement contre le libéralisme. Elle affiche volontiers un anti européisme qui consiste à rendre responsable l'Europe ou l'Allemagne de tout ce qui ne va pas en France. L'antiaméricanisme de toute une partie de la société française nourrit cet anti-libéralisme qui a pourtant démontré partout son intérêt politique, son efficacité économique et son importance historique.

La droite classique se laisse au contraire dicter ses valeurs depuis des décennies par la gauche. Elle délaisse les siennes qui sont pourtant celles du véritable humanisme

Au nom d'un utopique « modèle social français », des générations de politiques se sont pratiquement moqués de notre pays et l'ont transformé en un musée de l'étatisme dans un monde de libertés. Victimes de l'autisme idéologique, soutenus par des médias complaisants, les énarques, se sont entêtés à préserver ce « modèle » de chômage et de déclin économique : réduction du temps de travail, « partage » du travail et donc pénurie d'offres d'emplois, redistribution des richesses inexistantes, autant de mesures anachroniques qui n'ont contribué qu'à la survie d'une caste de décideurs et à l'apparition de la vraie fracture sociale, entre la catégorie des protégés du système étatique et celle de ceux qui prennent des risques et qui créent des richesses. Pendant ce temps, nos énarques devenaient riches en devenant des vedettes du CAC 40, nos cadres avaient les 35 heures (18% d'entre eux ont voté Mélenchon !) et nos pauvres étaient confinés au SMIC et au RSA...

Les accusations portées à l'encontre du libéralisme (égoïsme, individualisme outrancier, précarité salariale, pauvreté, inégalités, etc...) sont totalement injustes. Il faudrait qu'un jour la droite réhabilite vraiment le libéralisme comme option politique prioritaire.

La gauche doit cesser de cultiver le clientélisme

La gauche a brillé par l'imposition d' un climat sectaire où l'on ne pouvait plus rien dire, pas même que l'on voulait un meilleur contrôle des deniers publics et une école qui veille à la transmission du savoir. Le problème n'était pas l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre mais de cultiver le clientélisme en faveur des fonctionnaires et des associations subventionnées...

L'incapacité de la gauche à appréhender l'islamisme tentant désespérément à le ramener vers sa seule dimension sociale. En évacuant la religion de son mode de pensée, elle s'est condamnée à ne rien comprendre de ce qui se jouait.

Faute de faire une révolution sociale, le Parti Socialiste s'est lancé dans une révolution sociétale. Le PS ne représentant plus que la bourgeoisie bobo ainsi que toutes les victimes passées ou présentes du racisme et du colonialisme. Déchirée par une guerre interne, inapte à s'interroger

sur ce qui fonde l'identité française, gangrénée par une posture victimaire et de repentance, la gauche française est en train de s'effondrer. On assiste à la lente dérive de la gauche multiculturelle

Curieusement et heureusement, pendant cette période, la plupart des intellectuels se sont plutôt rapprochés du peuple réel à mesure que le PS s'en éloignait.

Emmanuel Macron n'a pas d'autre choix que de provoquer la recomposition du paysage politique français. S'il arrive à attirer dans son mouvement suffisamment d'hommes et de femmes qui souhaitent réformer la France, il peut réussir, souhaitons lui d'y parvenir, mais la route ne sera pas facile...

Le peuple, la révolution et le macronisme

Le « déagisme » a représenté plus de 41% des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle. Ces votes ont représenté un bulletin portant le nom d'un dénonciateur de la mondialisation, de l'Europe, de l'économie de marché. Une véritable insurrection électorale a eu lieu.

Malgré ce chiffre, le candidat qui est le favori du second tour de l'élection présidentielle incarne pourtant tout ce que ces français en colère ne veulent plus voir :

1/ il remet en cause de l'identité française. 2/ il incarne le petit monde politico-médiatique. 3/ il reconnaît l'importance des lobbys qui souhaitent instaurer la PMA et la GPA. Les agences de gestation pour autrui démarchent d'ores et déjà leurs clients en plein Paris. 4/ il incarne les cinq années de François Hollande dont il a été le plus proche collaborateur. Tout le monde sait bien que l'on n'a pas fini de payer les errements de la présidence Hollande, dont le bilan n'a pas encore été fait.

Croyant faire la révolution, « le peuple » s'engagera donc dans le macronisme, ce qui sauvera le système encore quelque temps.

Pourtant Emmanuel Macron est entouré d'une équipe de jeunes passés par l'Ena ou Normale sup. Ils sont censés incarner la résistance au populisme, mot fourre tout aux contours indéfinis. Ils sont le renouveau, « l'alternance véritable » comme disent les communicants. A travers Macron c'est tout un système qui veut se sauver. Il est le représentant des bourgeois urbains bien traités par la mondialisation. C'est pourquoi la grande majorité des hommes politiques de droite et de gauche,

la main sur le cœur encouragent leurs électeurs du premier tour à voter pour Emmanuel Macron au second tour...

Macron veut supprimer l'ISF mais sans le dire clairement

La France est le seul pays qui cumule deux impôts progressifs sur le patrimoine : l'un sur la valeur de ce patrimoine (ISF) l'autre sur les revenus qu'il génère (IR). Cela a pour conséquence que le patrimoine génère dans certains cas une rentabilité négative s'il est fiscalisé dans la tranche à 45%, qu'il paye la CSG et la CRDS et ensuite l'ISF et la taxe foncière. Contrairement à ce que dit Emmanuel Macron l'immobilier en France est déjà largement surtaxé.

C'est un impôt qui coûte plus cher à recouvrer qu'il ne rapporte (5 Md€) puisqu'il engendre une diminution de recettes de l'ordre de 20 Md€ en raison de la perte d'assiette engendrée par le départ des contribuables à l'étranger. Encore 12 000 français ont quitté leur pays en 2016. Il y en avait eu déjà 60 000 entre 2000 et 2016.

C'est le résultat d'une lutte contre la richesse et non pas contre la pauvreté...

Tous ces français qui ont été obligés de quitter leur pays seraient beaucoup plus utiles dans leur pays qu'à Londres, Bruxelles, Genève ou Lisbonne.

Il paraît que l'immobilier qui est déjà surtaxé va l'être encore avec le nouvel ISF qui sera maintenu. On a du mal à comprendre pourquoi l'Etat fait une différence entre les bons investissements en action et les mauvais investissements en immobilier. A minima, si l'ISF était même en partie maintenu son taux devrait refléter l'évolution des taux d'intérêts et donc celle des rendements des placements. Être taxé à 1% quand les taux d'intérêts sont proches de zéro n'est pas du tout la même chose que quand l'inflation était à 7% ce qui était le cas lorsque cet impôt a été créé.

De nouvelles dépenses, de nouveaux impôts mais assez peu d'économies

Emmanuel Macron prétend bouleverser considérablement l'écosystème économique et

social. On a beaucoup de mal à comprendre comment il va y arriver en regardant ses grandes mesures phare.

Les 35 heures dont il souhaitait la suppression. On est en est à la conservation du temps de travail et à l'ouverture de discussions avec la branche professionnelle ou l'entreprise...

L'assurance vie. Il veut taxer tous les revenus du capital à 30% alors qu'elle est actuellement taxée à 23% pour les contrats détenus depuis plus de huit ans. Tous les français qui ont fait un effort d'épargne pour compléter leur retraite risquent d'être déçus...

La retraite à points qu'il faudra faire accepter par les fonctionnaires commencera par une hausse de la CSG...

Le droit au chômage tous les cinq ans n'a rien à envier au revenu universel de Benoit Hamon...

Nulle trace d'économies dans le livret de campagne de 32 pages qu'il a distribué aux électeurs du premier tour.

Sans capitalisme français il n'y aura plus de souveraineté nationale

Une fois élu le nouveau président ou la nouvelle présidente devra essayer de réconcilier un pays divisé en quatre camps à peu près égaux et irréconciliables : 1/ Les électeurs d'Emmanuel Macron, 2/les sympathisants de Marine Le Pen et les anti système de Nicolas Dupont-Aignan, 3/ les gauchistes de Jean Luc Mélenchon, 4/les socialistes survivants de Benoit Hamon, sans parler des trotskistes de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud. Au mieux ce sera le retour à la quatrième république.

Emmanuel Macron se présente comme « le président des patriotes face à la menace nationaliste ». Marine Le Pen a fait imprimer des tee shirt sur lesquels on peut lire « Ici c'est la France, aime la ou quitte la »...

A tous ceux qui invoquent la souveraineté nationale, il faudrait qu'ils réalisent que déjà 17 sociétés du CAC 40 sont déjà sous contrôle d'investisseurs étrangers. Il ne reste plus que cinq sociétés sous contrôle majoritaire français (LVMH, Bouygues, Sodexo, Kering) qui ont un actionnariat familial et Air Liquide qui a depuis des décennies une base d'actionnaires français qui sont particulièrement bien traités. A force de faire fuir les investisseurs à l'étranger et de ne pas vouloir mettre en place de véritables fonds de pension il n'y a plus de capitalisme français...

Après la traque subie par François Fillon, ce qu'il reste de la droite recommande majoritairement de voter Emmanuel Macron afin de « viser la cohabitation » après les législatives. L'expérience nous a appris qu'il fallait se méfier des comportements cachés qui auraient échappé aux sondages. Un taux élevé d'abstention pourrait favoriser plus Marine Le Pen qu'Emmanuel Macron...

La France d'Emmanuel Macron risque d'être ingouvernable

Le fait que le scénario Le Pen/Mélenchon ait pu être écarté et que les chances de voir Marine Le Pen gagner au second tour soient faibles a fait réagir positivement les marchés. Après le rejet du populisme aux Pays Bas et en Autriche, le premier tour des présidentielles marque un certain retour à la normale. D'ailleurs, dès l'annonce des premières estimations à 20h, l'Euro est reparti à la hausse pour atteindre 1,09 contre dollar en Asie. A sa réouverture l'indice CAC 40 progressait de 4%.

Le « démagisme » s'est manifesté de façon spectaculaire avec près de la moitié des français qui souhaitent voire mise en œuvre des idées qui ont déjà échoué partout. La moitié des français rejettent le système. Les deux grands partis qui gouvernent la France depuis 30 ans ont été écartés. Il faudra réfléchir sur le système des primaires qui rétrécit l'espace politique et ouvre un espace qui peut être occupé par des « start up » politiques comme cela s'est passé pour « En Marche » et « La France Insoumise ». Les deux partis de gouvernement (PS + LR) ont été ramenés à 26,3% des voix exprimées.

Mitterrand avait débarrassé le paysage politique français des communistes. Hollande a spectaculairement réduit les socialistes autour de 6% (le niveau de Gaston Deferre en 1969). Que le parti socialiste en France soit écarté comme dans de nombreux autres pays d'Europe n'est pas une surprise. En revanche Hollande a réalisé la performance de recréer l'extrême gauche de Mélenchon et de voir réapparaître sur la scène les idées marxistes les plus usées.

Marine Le Pen dans une version qui ressemble à un poujadisme fatigué s'attaque à la « mondialisation sauvage » et au « règne de l'argent roi » avant de prédire « la grande alternance » et « le grand débat ». Cela marche incontestablement puisqu'elle a progressé de 900 000 voix entre 2002 et 2017.

Populisme de droite et populisme de gauche rejettent la mondialisation. Ils gomment le clivage droite gauche sur lequel Emmanuel Macron a construit toute sa stratégie. Il a remplacé le « ni droite, ni gauche » par « avec la droite et avec la gauche »...

Macron a promis de faire des réformes en protégeant les français

L'engouement pour Emmanuel Macron ressemble à celui qui s'était produit avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Il s'agissait déjà à l'époque de gouverner au centre. Pourtant, avec 23,9% des voix l'effet Macron est moins important que l'effet Sarkozy (31%) ou même que l'effet Hollande (28%).

Le grand talent d'Emmanuel Macron est d'être arrivé à incarner la nouveauté. Pourtant il est une réincarnation de la gauche, une sorte de fils spirituel de François Hollande.

Ce qui sera plus difficile pour lui, c'est de disposer d'une majorité à l'assemblée, car le vainqueur du premier tour n'a pas un député. Il lui faudra faire fonctionner ensemble le monde disparate

qu'il a su rassembler autour de lui. Le scénario de la France ingouvernable est donc tout à fait possible

Sans majorité, il sera condamné à faire de la figuration comme cela s'était produit avec la loi El Khomri où la grande réforme promise sur le droit du travail s'est terminée avec le lancement d'un programme de lignes d'autobus !

Il a la chance d'avoir une économie qui repart avec un indice PMI manufacturier et des services qui a connu une croissance plus forte que celle de l'Allemagne. Il essaiera de relancer l'Europe. Mais attention, Il y aura beaucoup d'abstentions au second tour. Si le taux est élevé (autour de 40%) la légitimité du nouveau président de la république sera faible.

François Fillon aura perdu une élection présidentielle quasiment imperdable pour son camp. Il est dur de constater la défaite de la droite alors que la France était majoritairement à droite et enfin prête pour de vraies réformes.

Mode d'emploi de l'élection présidentielle

Si vous n'avez pu assister à tous les débats de cette campagne et si vous n'avez pas lu avec attention les programmes des candidats il vous faut un mode d'emploi. Nous avons essayé d'en établir un pour vous.

Si vous voulez du poujadisme new look, n'hésitez pas à voter Marine Le Pen

Vous aurez droit à une grande bataille constitutionnelle sur l'opportunité d'utiliser l'article 11 de la constitution (référendum d'initiative populaire) plutôt que l'article 89 (référendum constitutionnel). Vous découvrirez qu'il est plus facile de changer de constitution que de changer de monnaie...

Vous constaterez ensuite l'effondrement de la valeur de votre contrat d'assurance vie ainsi que celui de votre retraite, puisque la caisse à laquelle vous cotisez, place l'essentiel de vos cotisations en obligations émises par le trésor français.

Vous pourrez assister à une augmentation de l'intervention de l'Etat dans la stratégie industrielle. Ce que vous avez vu avec toutes les grandes entreprises françaises dans lesquelles l'Etat est intervenu, qui ont soit disparu soit été rachetées par des investisseurs étrangers (Arcelor, Alcatel, Alstom, Areva...) n'aura rien à voir avec la suite.

Vous pourrez voir exploser le déficit budgétaire de la France. Le chiffrage de toutes les mesures envisagées dans son programme revient à 85Md€...

Vous participerez au retour d'un poujadisme « new look ». En 1956, Pierre Poujade avait créé l'Union de Défense des Commerçants et Artisans (UDCA). Le pays était selon lui « tombé aux mains d'une oligarchie puissante qui dilapidait à son profit les fonds de l'Etat et asservissait le peuple français ». L'UDCA avait obtenu 56 députés aux élections législatives de 1956...

Si vous voulez continuer avec le hollandisme, votez Macron

Si vous voulez rejoindre la camp des « bobos » qui souhaitent avoir un président qui leur dira « Je vous aime » en se donnant une dimension christique avec ses bras en croix, il vous faut voter Macron.

Si vous voulez du progressisme en trompe l'œil comme cela risque de se passer, votez Macron . L'exemple de sa « réforme des retraites » est une bonne illustration de sa « méthode ». Il annonce un système de retraite universel avec des règles communes de calcul des pensions tout en créant une application smartphone pour pouvoir consulter à tout moment ses droits accumulés. Bravo cela fait « French Tech ». Mais cette « réforme » débutera par deux années de consultation au cours desquelles « la spécificité des régimes ne disparaîtra pas » et « la pénibilité » sera toujours prise en compte. Il faudra ensuite dix années de montée en charge... Sur la diminution de la dette publique, il faudra régler le problème dit-il. Mais en même temps,

expression qui revient très souvent dans ses discours, il ne faudra pas tuer les gens en le réglant... Sur l'immigration ensuite, il faudra aussi régler le problème. Mais en même temps, il faudra qu'on en ait discuté avant. En fait, il s'agira d'une « méthode à la Hollande » qui ne s'appliquera pas aux faits réels...

Si vous pensez qu'il faut qualifier la colonisation comme un crime contre l'humanité, demandez lui pourquoi on n'a jamais entendu un pays musulman s'excuser pour avoir occupé l'Espagne pendant huit siècles !

Si vous pensez comme Winston Churchill qu'un « économiste est quelqu'un qui va expliquer demain pourquoi les événements qu'il avait prévu hier ne se sont pas passés », consultez la liste des économistes qui ont recommandé de voter pour Emmanuel Macron publiée dans *Le Monde* de la semaine dernière. Trois d'entre eux, parmi les plus médiatiques (Philippe Aghion, Elie Cohen, Thomas Philippon) avaient chaudement recommandé de voter Hollande en 2012. On aurait pu imaginer qu'ils s'expriment sur le bilan excessivement médiocre de leur candidat. Ils ne l'ont pas fait, car maintenant ils recommandent de voter Macron !

Si vous voulez que la France ressemble au Venezuela, votez Mélenchon

Vous constaterez que la fiscalité confiscatoire mise en place par Hollande pourra être poussée jusqu'à 100 % et au delà en matière d'impôt sur le revenu, taxation des plus values, Impôt sur la Fortune et droits de succession. Si vous faites partie des 18% de cadres qui annoncent vouloir voter pour Mélenchon, préparez vous au retour de la lutte des classes avec ses vieux slogans marxistes qui ont échoué partout.

Vous assisterez à un exil massif de tous les centres de décision des sociétés françaises, de leurs dirigeants, de tous les entrepreneurs qui ont du talent. En s'inspirant largement de la politique économique menée au Venezuela, à Cuba et en Argentine, vous allez pouvoir assister à un appauvrissement généralisé de la France, une fuite généralisée de tous les cerveaux sur fonds de démagogie sociale.

Vous vivrez dans un pays qui ne respectera plus ses engagements internationaux vis à vis de l'Europe et de l'Otan. Dans de telles conditions la France ne pourra pas conserver un taux de change fixe avec quel pays que ce soit.

Vous devrez faire très attention à tous les hommes politiques qui prétendent faire le bonheur des gens malgré eux. Ils finissent souvent en gardien de camp. D'ailleurs, Theodor Eicke, commandant nazi du camp de concentration de Dachau, avait fait inscrire à l'entrée du camp la grande devise d'Adolphe Hitler « Tu n'es rien le peuple est tout »...

Si vous pensez que gouverner c'est faire rêver, votez Hamon

Vous pourrez profiter du revenu universel « la protection de tous par tous » promet-il en faisant une grande confusion entre solidarité et assistanat avec aucune limite d'âge, ni de nationalité et un introuvable financement. On est sûr que cette mesure aurait beaucoup de succès à Alger et à Bamako...

Vous pourrez aussi constater à quel point l'islam a toute sa place dans la république. On accordera, bien sûr à l'islam ce qui a été accordé au catholicisme. L'incapacité de la gauche à appréhender l'islamisme, tentant désespérément à le ramener vers sa seule dimension sociale, pourra ainsi se poursuivre. L'objectif de l'islamisme qui est d'islamiser la société française pourra être mis en place...

Si vous voulez que la France reparte du bon pied, votez Fillon

Personne n'a envie d'approuver qu'un candidat à la présidence de la république se fasse offrir ses costumes par qui que ce soit. Ayant constaté cela il fallait mettre sur la table tout le comportement des élus. Cela ne méritait pas une campagne qui a ressemblé beaucoup à la feuille d'impôt de Jacques Chaban-Delmas au moment où il voulait avec Simon Nora établir les fondements d'une « Nouvelle Société ». Cela n'a pas été non plus sans rappeler la campagne

contre Valéry Giscard d'Estaing sur « Les diamants de Bokassa ». A chaque fois la gauche a largement participé à évincer des candidats susceptibles de faire évoluer la France dans la bonne direction.

Si vous voulez que la France réduise ses dépenses publiques en réalisant 100Md€ d'économies pendant le prochain quinquennat il faudra réduire le nombre de fonctionnaires. Ce n'est ni une punition ni une vengeance, mais le fait d'adapter les effectifs de l'administration à un monde qui bouge. Toute entreprise doit s'adapter, l'Etat aussi.

Si vous voulez que l'économie française soit libérée du carcan de l'Etat, il faut mettre fin aux 35 heures et baisser massivement les prélèvements qui, pèsent sur les entreprises. Il faut absolument un choc de compétitivité qui permette aux entreprises du secteur privé de croître à nouveau. Pour sauver les dernières usines qui restent dans notre pays c'est maintenant.

Si vous voulez que la France se libère de l'emprise des syndicats qui nient la nécessité des réformes comme l'a montré le vote de la loi El Khomry fortement inspirée par Macron et qui n'a pu voir le jour ...

Si vous voulez mettre fin à l'exil fiscal des dirigeants et entrepreneurs qui ont du talent. Les familles et les salariés français sont parmi les plus imposés de l'OCDE. Si vous préférerez que les jeunes français aient le sentiment d'avoir un avenir dans leur pays il vaut mieux voter Fillon... A suivre

Le mouvement c'est Macron en marche ...arrière

Jamais une élection présidentielle n'aura volé aussi bas. La campagne a été prise en otage par des donneurs de leçons de petite envergure qui font partie du petit monde médiatique parisien. Ils ont décidé très tôt que la présidentielle serait un duel Le Pen/Macron, à moins que ce ne soit finalement un duel Le Pen/Mélenchon...

Les indécis pourraient bousculer ces scénarios écrits d'avance. Ce ne serait pas la première fois.

Ce qui est sûr dans cette élection, c'est que les abstentionnistes et les votes blancs pourraient largement l'emporter au second tour...

La qualité du programme de François Fillon devrait être finalement reconnue

Pour François Fillon, tout aura été bon pour attaquer le candidat bourgeois, catholique et provincial.... Les nombreuses passerelles entre les media et une justice empêtrée par la politique ont été évidents pendant toute la campagne. N'oublions pas que le « mur des cons » composé de clichés de personnalités des mondes politiques, médiatiques et judiciaires qu'il convenait d'attaquer par tous les moyens avait été découvert en 2013 dans les locaux du syndicat de la magistrature, hébergé par le ministère de la justice !

On ne peut dès lors que s'étonner du calendrier et de la rapidité avec laquelle les faits se sont enchaînés. Il y a eu manipulation du temps politique. Il fallait tout faire pour abattre une droite qui était désormais majoritaire idéologiquement dans le pays. Après avoir exprimé leur opinion sur les maladresses de François Fillon, les électeurs devraient prendre en compte la qualité de son programme. Est ce que cela sera suffisant pour regagner suffisamment de points sur Macron ?

Parallèlement le Parquet National Financier d'Eliane Houlette, n'enquêtera pas sur « le cabinet noir », décrit pourtant dans le livre « Bienvenue Place Beauvau, **police** : les secrets inavouables d'un quinquennat », d'Olivia Recasens, Didier Hassoux et Christophe Labbé. Il a été considéré comme comportant « des affirmations trop imprécises pour justifier l'ouverture d'une enquête préliminaire » ! Par ailleurs, on constate que l'enquête sur Bruno Le Roux, ex ministre de l'intérieur, qui a employé ses filles quand il était député progresse très très lentement...

Macron C'est la hausse des dépenses tout de suite

Emmanuel Macron souffre du syndrome des favoris. Quand on gagne à un moment sur tous les tableaux, l'histoire de France montre souvent que l'on finit par perdre sur tous les tableaux. Etre l'idole des temps nouveaux est une position dangereuse. Le plus dur commence pour lui. Il n'a pas de socle, car il vit de la chute des autres. Avoir adopté au début de sa campagne un positionnement anti-système, alors qu'il en était le pur produit relève de l'acrobatie. Prétendre être le créateur d'un nouveau centrisme qui devrait prendre la place de l'alternance gauche-

droite risque de favoriser un peu plus le FN. On ne peut pas gouverner la France pas en creux...

Emmanuel Macron c'est un peu comme une voiture d'occasion, cela a l'air beau de loin, mais dès que l'on soulève le capot, on se rend compte que ce n'est pas du tout une bonne idée d'acheter le véhicule qu'on vous propose. Il est le dernier avatar d'un système dont les français ne veulent plus.

Son programme économique n'est pas clairement financé, car le modèle de Macron c'est Hollande, dont il est le fils spirituel. La politique économique de François Hollande si largement rejetée, c'est Emmanuel Macron qui l'a mise en œuvre comme ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée, conseiller économique du président, puis comme ministre de l'économie. On est dans le rafistolage d'un modèle périmé.

En matière de dépenses publiques il n'y aura pas de diminution effective. Avec les mesures qu'il envisage sur la sécurité sociale il n'y en aura plus dans dix ans. Dans le domaine des retraites on ne comprend pas comment il va pouvoir assurer l'équilibre à long terme du régime. Cerise sur le gâteau, la nouvelle taxe d'habitation sera payée par 20% de « petits riches » qui paieront la taxe d'habitation de 80% de « pseudo pauvres »...Le candidat hors parti qui refusait de dire qu'il était socialiste voit comme par hasard se rassembler autour de lui une majorité de soutiens de gauche.

On se passionne beaucoup moins pour l'évolution du patrimoine d'Emmanuel Macron, les robes de Brigitte Macron qui lui seraient prêtées par LVMH. La condamnation de Jean Marc Borello, pilier de la campagne de Macron a fait l'objet de peu de commentaires...

L'extrême droite et l'extrême gauche représentent la moitié du corps électoral.

Le programme économique de Marine Le Pen c'est le repli mortifère inspiré du poujadisme. Son problème est que les français sont plus attachés à l'Europe et à l'Euro qu'elle ne le pense...

Le régime que Jean Luc Mélenchon ressemble beaucoup à celui de la Corée du Nord. Il faut dire que les économistes qui le conseillent appartiennent à l'école des économistes atterrés (= Philippe Askenazy, Eric Berr, Frédéric Lordon, André Orléan, Henri Steyrdiniak...). La revalorisation proposée du SMIC à 1326€ net par mois tout de suite attire bien évidemment des voix. Tout ceux qui veulent plus peuvent voter pour Nathalie Arthaud la candidate de Lutte Ouvrière qui propose

1800€ net par mois !

Il y aurait sous estimation du vote Le Pen...
comme du vote Fillon...

Soixante ans après le Traité de Rome le décalage entre les nations en Europe et les

institutions européennes est devenu immense. On ne peut plus enthousiasmer « les membres » de l'Union avec une commission technocratique qui souhaite que tout le monde adhère aux dogmes bruxellois. Ce constat a été très bien développé dans un livre de **Hans-Magnus Enzenberger** « *Le doux monstre de Bruxelles ou l'Europe sous tutelle* ».

On ne peut pas apporter la prospérité aux européens avec une monnaie qui avantage beaucoup les « pays sérieux » comme l'Allemagne et évite aux pays « non sérieux » comme la France de prendre les décisions de réformes qui s'imposent. Il faut donc vite modifier profondément le fonctionnement de l'Europe d'aujourd'hui pour éviter que l'anniversaire ne se transforme en funérailles.

Au lieu de regarder la réalité telle qu'elle est, la France préfère s'engager dans une entreprise d'auto-destruction nationale où l'obscurantisme en matière économique atteint désormais des sommets : 45% des français soutiennent des candidats anti-européens, mais 72% souhaitent rester dans l'Euro... !

La démondialisation mise en avant par plusieurs candidats à l'élection présidentielle passe complètement à côté du fait que depuis 25 ans, 1,2 Md d'hommes et de femmes sont sortis de la grande pauvreté. La mondialisation a réussi tout ce que le tiers-mondisme a totalement échoué à réaliser. Ce n'est pas parce que les riches deviennent plus riches que les pauvres deviennent plus pauvres. Même les Chinois, experts en lénino-capitalisme ont compris que « c'est plutôt quand les gros maigrissent que les maigres crèvent de faim ».

On veut nous resservir en France, une fois de plus, le vieux concept marxiste de la « paupérisation inéluctable du prolétariat ». L'histoire des 200 dernières années ainsi que l'émergence de milliards de personnes de la pauvreté la plus absolue à une honnête aisance montrent à quel point nous ne sommes pas ici dans l'analyse des faits mais dans des incantations de nature religieuse.

Rien d'étonnant donc à ce que Thomas Piketty, économiste de nature jalouse, soit fêté dans le monde entier par tous ceux qui haïssent la liberté. Relisez « *Histoire du libéralisme en Europe* » de **Philippe Nemo**. Il montre très bien comment la droite se laisse dicter ses valeurs par la gauche, délaissant les siennes qui sont pourtant celles du véritable humanisme...

La France fait peur aux étrangers

La classe politique française est globalement incompétente. Elle a pris le pouvoir dans les

milieux éducatifs et culturels il y a cinquante ans. Le cœur du cancer qui ronge la France, c'est l'éducation nationale et le ministère de la culture. Toute cette classe hait le libéralisme, car elle sait fort bien, comme l'a souvent expliqué **Raymond Boudon** notamment dans « *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme* », que dans un système libéral, cette cléricature serait payée à sa juste valeur.

Marine Le Pen intrigue autant qu'elle inquiète. Le coût et surtout les modalités de la sortie de l'Euro qu'elle propose ne sont pas documentés. Il faut tout de même rappeler que 40% de la dette émise par L'Agence de financement du Trésor est assortie d'une clause imposant l'accord de 75% des créanciers pour toute modification des termes du contrat ! Le coût de sortie de Shengen ne fait pas non plus l'objet d'un chiffrage sérieux.

Le FN conjugue donc deux tendances du populisme : le discours antimarchés avec le discours anti immigrés.

Aucun des grands thèmes n'a fait l'objet d'un véritable débat : l'endettement de la France qui atteint désormais 2150 Md€, l'immigration, les moyens efficaces pour enrayer le développement de l'islamisme radical, les engagements militaires de la France, l'Euro. Le feuilletton judiciaire organisé avec soin par « le cabinet noir » aura permis d'occulter le vrai débat sur le quinquennat catastrophique de François Hollande.

La déstabilisation du candidat de la droite aura été très efficace pendant la campagne puisque les jugements ne permettront de connaître la vérité que beaucoup plus tard. Cette affaire rejoindra probablement pour **François Falletti**, ancien procureur général de Paris, « la longue liste des affaires lancées sous les hurlements de la meute et qui se sont dégonflées »

La fin de campagne d'Emmanuel Macron va être très compliquée

Les sondages réalisés par Ipsos, Ifop etc ... lui attribuent plus de 25% des voix au premier tour, pratiquement au même niveau que Marins Le Pen. Depuis plusieurs semaines, toutes les « analyses big data » donnent invariablement François Fillon vainqueur de cette présidentielle, qu'il s'agisse de Filteris, ElectionScope, YouGov et Multivote, ou plus simplement des sondages appelant les internautes à faire un choix... Même si elles ont déjà démontré leur pertinence (élection de Trump, Brexit, primaires de la droite et du centre), ces analyses attirent systématiquement les critiques des sondeurs officiels et celles des partisans d'Emmanuel Macron.

Elles restent néanmoins révélatrices d'une réalité : les partisans d'En Marche sont particulièrement rares quand il s'agit de défendre leur candidat sur Internet. Rappelons que en France les scrutins de 1995 et de 2002 ont été largement contredits par les sondages...

Il prétend incarner la fin de l'opposition gauche droite alors que le « macronisme » n'est que le cheval de Troie du Hollandisme avec les mêmes acteurs et quelques transfuges. Le général Bertrand Soubelet a d'ailleurs eu le courage de claquer la porte dès l'arrivée de Manuel Valls. On ne peut en effet pas prétendre renier le hollandisme et recruter ceux qui ont été les acteurs de cet échec. Avec le couple Macron/ Valls le changement ce serait pour plus tard. Cette élection présidentielle aura donc dynamité le parti socialiste. Emmanuel Macron et Jean Luc Mélenchon ont un objectif commun qui est d'en finir avec le PS. La gauche de Mitterrand aura débarrassé la France du parti communiste, celle de François Hollande aura fait la même chose avec le parti socialiste...

Le doute grandit sur son programme économique. C'est l'impression d'un grand flou qui ne relancera pas l'économie et coûtera beaucoup plus cher que prévu.

Mélenchon est très populaire sans le vote populaire

Jean Luc Mélenchon a un problème. Il n'attire le vote, selon l'IFOP, que de 13% des ouvriers contre 51% pour Marine LePen. Il n'y a qu'auprès des cadres supérieurs que le candidat soutenu par le PC attire plus de voix (18%) que le FN (12%) ! Ce sont ses indéniables talents de débatteur et de tribun qui lui attirent des sympathies dans les sondages. En tout cas, pour le moment, il affaiblit beaucoup plus Benoit Hamon que Marine Le Pen. Le PS est exclu du second tour. Benoit Hamon, pourtant soutenu par Martin Schulz en Allemagne pourrait tomber en dessous de 10% alors que Mélenchon serait à 15%

François Fillon n'a pas encore perdu

La façon dont le déplacement de François Fillon au Pays Basque a été couverte par le journal *Le Monde* est emblématique. Tous ceux qui ont assisté le 24 mars dernier à ses réunions et que j'ai rencontré n'ont pas du tout eu l'impression d'un « déplacement cauchemardesque » et de « meeting sans ferveur ». Ils n'ont pas vu non plus le « Regard de François Fillon dans le vide ».

François Fillon reprend du poil de la bête. Selon un sondage BVA-Salesforce pour la presse régionale et Orange diffusé, le candidat Les Républicains redresse la tête dans les intentions de vote en vue de la présidentielle. Désormais crédité de 19% (soit une augmentation de deux points), il réduit l'écart avec Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Toujours en tête des intentions de vote, le leader d'En marche ! (25 %) et la présidente du Front national (24 %) perdent cependant un point chacun.

Le désir d'alternance a encore des chances de l'emporter dans le secret de l'isolement.

François Fillon souhaite supprimer l'ISF, abaisser l'impôt sur les sociétés, réduire les taxes sur les plus values du capital et imposer les revenus du patrimoine au taux unique de 30%. En clair tout ce qu'il faudrait faire pour créer de l'emploi et augmenter le pouvoir d'achat des français, assurer leur sécurité en restaurant l'autorité de l'Etat. Sa victoire serait particulièrement favorable aux actions françaises...